



Communiqué de Presse

Paris, le 8 avril 2021

L'interfédérale réaffirme son opposition à un projet Hercule dont le nom ne serait plus à prononcer et demande au Gouvernement de remettre de l'ordre dans ses priorités

Après la rencontre avec les Ministres, une totale opacité continue de régner sur un supposé futur accord avec la Commission européenne dont rien ne garantit qu'il sera détaillé, engageant et favorable pour l'avenir EDF et du service public. L'interfédérale dénonce la précipitation du Gouvernement qui veut légiférer sans attendre, pour réformer et découper EDF. Électricité de France qui fête aujourd'hui ses 75 ans a plus besoin d'être soutenue et dotée des moyens de son ambition pour le pays, comme de grands hommes politiques ont su le faire par le passé, que d'un calendrier gouvernemental dicté par des échéances électorales. L'interfédérale croit fermement à un autre avenir pour EDF et pour le service public de l'énergie.

Ce mardi 6 avril, les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines ont finalement été reçues par les Ministres, Barbara Pompili et Bruno Le Maire, qui n'ont pas su les convaincre. Lors de cette rencontre, l'interfédérale n'a en effet appris qu'une seule chose : la réforme d'EDF est désormais innommée et ne s'appellerait plus Hercule mais ses fondamentaux restent absolument inchangés avec un morcèlement et une désorganisation réaffirmés. Les salariés du Groupe EDF, forts de leurs multiples mobilisations en 2019, 2020 et 2021 continuent de rejeter cette réforme avec raison et détermination.

Force est toutefois de constater qu'à bien écouter les Ministres, le Gouvernement ne semble aujourd'hui mû que par le temps politique, tout entier tourné vers les objectifs de 2022, à savoir réussir la présidence française de l'Union Européenne et gagner les prochaines élections nationales. Ceci tout particulièrement autour de l'élection présidentielle comme le Ministre de l'Économie l'a lui-même déclaré lors des échanges avec l'interfédérale.

Ce temps gouvernemental impose des gestes politiques qui ressembleraient d'une part à la signature avec la Commission européenne d'un accord de principe, au mieux de méthode, mais non finalisé, absolument non engageant et où beaucoup de points aussi durs que cruciaux resteraient à négocier. D'autre part, le vote précipité, dès cet été, d'une loi dont on peut imaginer les contours mais en aucun cas les détails, et dont l'effrayante simplicité pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour l'avenir d'EDF. Gageons qu'au regard du modèle ainsi posé sur la table, le temps du débat tant promis aux parlementaires ne se résumerait qu'à un simulacre d'échanges pour satisfaire, agrémenté d'ordonnances pour imposer.

Pour réussir ce challenge politique, qui répond davantage à leur temps politique qu'à la recherche de solutions pour EDF, les Ministres n'ont pas hésité à demander aux organisations syndicales de leur faire une totale confiance, de leur donner un blanc-seing et d'endosser la responsabilité d'une négociation à laquelle elles ne sont pourtant pas conviées. Ils n'ont pas pour autant répondu aux multiples interrogations soulevées par l'interfédérale. L'interfédérale, lucide, refuse de tomber dans ce piège



malhonnête et n'oublie pas les responsabilités des gouvernements successifs dans la situation actuelle d'EDF.

Par ailleurs, fidèle à la doxa concurrentielle qui lui tient lieu de mantra, la Commission européenne n'a, quant à elle, aucun intérêt, dans le contexte politique actuel de défiance et d'euro-scepticisme, à précipiter une négociation, qu'elle sait difficile, avant les futures échéances électorales françaises. L'absence de réponse franche de la part des Ministres à des questions pourtant essentielles sur l'euro-compatibilité juridique du dossier renforce l'interfédérale dans cette conviction.

En revanche, EDF et ses salariés ont besoin de décisions rapides et qui se traduisent concrètement par une amélioration rapide de sa santé financière et donc de sa capacité d'investissement. Ce dont EDF et ses salariés ont vraiment besoin, c'est d'OPEX et de CAPEX, et donc de moyens, pour mener à bien leurs missions de service public et pour investir dans le modèle français de transition énergétique qui repose autant sur une électricité décarbonée que sur un mix énergétique diversifié et intégré.

Les difficultés d'EDF ne datent pas d'hier. Sous-rémunération chronique, sous-capitalisation... les rapports successifs de la Cour des Comptes sur les turpitudes de l'État régulateur et actionnaire en sont une parfaite illustration.

Il y a donc urgence, non pas à faire une loi à la redoutable inconsistance et à la dangereuse simplicité, du fait de l'absence d'accord avec la Commission européenne, mais plutôt à appliquer d'une part le code de l'énergie pour augmenter le prix régulé du nucléaire et d'autre part à faire bénéficier EDF des 10 milliards d'euros de soutien public que le Ministre de l'Économie a annoncés à l'interfédérale pour permettre une réelle renationalisation d'EDF et un renforcement de ses fonds propres.

Ces deux dispositions sont de nature à permettre, sans recours à un processus législatif précipité, de continuer sereinement les discussions avec la Commission européenne tout en permettant à EDF et à ses agents d'avoir les moyens de remplir pleinement leurs missions et d'ainsi redonner à l'énergéticien son 1^{er} rang au niveau européen.

Parce qu'elle a su se mobiliser à de multiples reprises pour défendre Électricité de France auprès de la Commission européenne, l'interfédérale n'admettra pas qu'EDF soit sacrifiée sur l'autel du règlement des contentieux engagés par l'Europe contre l'État français et dont EDF est bien trop souvent la première victime. TarTAM, AReNH, concessions hydrauliques... la liste n'en est que trop longue.

Alors qu'EDF fête aujourd'hui ses 75 ans, l'interfédérale demande donc au Gouvernement de mettre de l'ordre dans ses priorités et de faire de la réponse tant aux problèmes d'EDF qu'aux besoins des usagers sa véritable priorité ! En ce 8 avril, l'interfédérale le réaffirme, un autre avenir pour EDF est possible !